

Tony Martel

Parti politique : Québec solidaire

Question 1 L'avenir du milieu communautaire

Question : Quelle place accordez-vous à l'action communautaire autonome dans votre vision du Québec et quels engagements concrets comptez-vous défendre afin d'assurer la pleine mise en œuvre de cette politique ainsi que la stabilité, l'autonomie et la pérennité des organismes communautaires?

Comme conseiller municipal, je vois de près à quel point les organismes communautaires portent une partie du filet social que l'État finance mal. On leur demande d'en faire toujours plus, avec un financement précaire et une paperasse qui draine l'énergie qui devrait aller aux gens.

Québec solidaire propose depuis longtemps d'indexer et de bonifier le financement à la mission, pour sortir les organismes du mode "projet par projet" qui les force à réinventer leur mission chaque année pour survivre. Je vais porter ça avec conviction.

Si la CDC ou ses membres veulent m'exposer concrètement où le bât blesse ici, dans Daniel-Johnson, ça va nourrir ma compréhension et mes engagements. Je suis ouvert à ce dialogue, avant ET après le scrutin.

Question 2 Pauvreté, inégalités sociales et réalité rurale

Question : Quelles mesures structurantes comptez-vous défendre afin de lutter contre la pauvreté, de réduire les inégalités sociales et économiques et d'assurer à toutes les personnes des conditions de vie dignes, tout en tenant compte des réalités propres aux communautés rurales et des obstacles particuliers vécus par les personnes handicapées?

La pauvreté ici ne ressemble pas à celle des grands centres : elle se cache derrière les distances, l'absence de transport collectif et l'isolement des rangs. Une personne à mobilité réduite à Saint-Pie ou à Roxton n'a pas accès aux mêmes services qu'à Saint-Hyacinthe, et c'est inacceptable.

Extrait :

Québec solidaire propose de hausser le salaire minimum à 20 \$/h dès mai 2027 avec une enveloppe de 330 millions \$ pour accompagner les organismes communautaires, PME et entreprises agricoles dans la transition — parce que travailler devrait permettre de vivre, pas juste survivre.

Mais l'argent seul ne règlera pas l'isolement rural. Je veux entendre concrètement, de la bouche des organismes d'ici, où le transport collectif et l'accès aux services manquent le plus. Ce sont ces détails du terrain, pas des statistiques, qui devraient guider les priorités d'un futur gouvernement.

Question 3 La crise du logement

Question : Quelles mesures comptez-vous défendre afin de répondre durablement à la crise du logement, d'accroître l'offre de logements sociaux, communautaires, réellement abordables, dans une perspective d'accessibilité universelle; et de mieux protéger les personnes et les familles confrontées à l'insécurité résidentielle?

Se loger, c'est la base de tout le reste. Ici, on n'a pas de tours à condos, mais on a des ménages coincés entre des loyers qui montent, un parc locatif vieillissant et presque rien pour les personnes handicapées qui cherchent un logement adapté.

Extrait :

Québec solidaire s'engage à construire 50 000 logements sociaux en cinq ans (25 000 dès un premier mandat), à limiter la hausse des loyers à l'inflation et à créer un registre national des loyers pour contrer les hausses abusives. C'est un chantier national, mais il doit se traduire en milieu rural aussi — pas juste dans les grands centres.

Concrètement pour Daniel-Johnson, je veux m'assurer que les programmes de logement social et communautaire incluent réellement des unités adaptées, et que les petites municipalités aient les outils pour accueillir des projets à leur échelle. Je suis ouvert à travailler avec la CDC pour identifier les besoins précis du territoire.

Question 4 L'accessibilité aux services publics et la responsabilité de l'État

Question : Quelles mesures comptez-vous défendre afin de garantir un accès équitable, continu et dans des délais raisonnables à des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire, tout en préservant l'autonomie des organismes communautaires et en vous assurant qu'ils ne soient pas appelés à remplacer les responsabilités de l'État?

Mon engagement : que les organismes communautaires soient consultés, pas seulement mis à contribution en silence. Leur rôle est complémentaire à l'État, jamais un substitut. Je veux entendre concrètement où les délais et les ruptures de services frappent le plus fort ici dans Daniel-Johnson, pour porter ça avec précision plutôt qu'en théorie.

Question 5 Les violences, la haine, les discriminations et l'inclusion

Question : Quelles actions comptez-vous défendre, et quelle posture publique entendez-vous adopter, afin de prévenir les violences, de combattre la haine et les discriminations et de favoriser une société véritablement inclusive, accessible, sécuritaire et respectueuse des droits de toutes les personnes?

Personne ne devrait vivre dans la peur, que ce soit à cause de son genre, de son orientation, de sa couleur de peau ou d'un handicap. Là-dessus, il n'y a pas de zone grise pour moi.



Cela dit, je vous le dis franchement : je ne suis pas le mieux placé pour prescrire des solutions détaillées sur chacun de ces enjeux, et je préfère ne pas improviser des engagements que je ne pourrais pas tenir avec rigueur. Ce que je peux offrir, c'est une écoute réelle et un refus net de la banalisation, peu importe qui est visé.

Sur la violence conjugale et les féminicides spécifiquement, j'appuie sans réserve un financement adéquat des maisons d'hébergement — c'est une question de vies humaines, pas de débat. Pour le reste, je compte m'informer davantage auprès des organismes du terrain avant de m'avancer sur des mesures précises.

Question 6 Démocratie, participation citoyenne et collaboration avec les communautés

Question : Comment comptez-vous favoriser la participation citoyenne, rétablir la confiance envers les institutions démocratiques et faire en sorte que l'expertise des organismes communautaires et des personnes directement concernées soit réellement prise en compte dans les décisions publiques?

Concrètement, je veux que Daniel-Johnson ait un accès direct et régulier à son députée — pas juste en campagne électorale. C'est déjà ma pratique comme conseiller municipal, comme militant et co-porte-parole de QS Daniel-Johnson : présent sur le terrain, redevable et à l'écoute entre les élections, pas seulement pendant. Je compte simplement poursuivre ce rôle avec plus de moyens.

Question 7 L'urgence socioclimatique et les générations futures

Question : Quelles actions comptez-vous défendre afin de répondre à l'urgence socioclimatique, d'assurer une transition juste qui ne laisse personne derrière et de préserver des conditions de vie dignes pour les générations actuelles et futures?

Ici, les changements climatiques ne sont pas un débat théorique — ils se vivent dans les champs : sécheresses, chaleur extrême, pressions nouvelles sur les cultures et le bétail. Nos agriculteurs sont en première ligne, pas des adversaires de la transition.

Un de mes engagements clairs comme futur député : la protection réelle de notre territoire agricole. Comme conseiller municipal, j'ai porté l'adoption d'une exigence — une des premières au Québec — obligeant la documentation complète (le pedigree) de la provenance des matières résiduelles fertilisantes épandues, incluant des études sur les PFAS et les métaux lourds. Pas pour freiner l'agriculture, mais pour protéger le territoire et la santé des gens qui y vivent.

C'est ce genre de mesure concrète, vérifiable, que je veux porter à Québec : une transition qui protège les revenus des producteurs et la qualité de vie des gens, pas une croisade idéologique déconnectée du terrain.